

Annales concours ecricome 2006

Analyse économique et historique
➤ des sociétés contemporaines

ESPRIT GÉNÉRAL

Le préambule du programme officiel d'AEHSC (BO du 20 juillet 1995) rappelle que l'enseignement "a pour objet l'étude des principaux phénomènes économiques et sociaux aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles". Cette matière "se situant principalement dans la continuité des enseignements de la série économique et sociale du baccalauréat général" est caractérisée par l'interdisciplinarité entre l'analyse historique, économique et sociale. Elle se démarque donc de l'enseignement universitaire spécialisé. L'épreuve du concours exige une démarche synthétique de la part des candidats et les amène à confronter l'analyse économique et sociale aux données historiques de ces deux derniers siècles.

L'AEHSC a pour objectif de donner aux étudiants des instruments d'analyse et des clés de compréhension du monde contemporain afin qu'ils soient capables de proposer une réflexion autonome à propos de phénomènes complexes. Ils sont donc invités à s'affirmer par le choix de leurs références et de leurs arguments ainsi que par la fermeté de leurs conclusions personnelles. Jamais la correction des copies ne sanctionne les opinions exprimées.

Cette épreuve, abordable mais sélective, doit permettre de mettre en valeur la maturité intellectuelle nécessaire pour suivre avec profit l'enseignement dispensé dans les ESC de la banque d'épreuves Ecrime.

Forme de l'épreuve

Le candidat traite l'un des deux sujets proposés sous forme de dissertation. Les sujets peuvent couvrir en totalité ou en partie le champ historique du programme, voire se limiter à une période récente. Ils ne correspondent jamais à une question de cours et offrent toujours la possibilité de développer une "réflexion autonome". La dissertation consiste à démontrer deux (ou trois) idées directrices par des arguments reposant sur des références théoriques et des exemples historiques précis et diversifiés.

Evaluation

L'évaluation des devoirs tient compte de la présentation matérielle (lisibilité de l'écriture, clarté de la mise en page), de la correction orthographique et de la maîtrise de la langue (vocabulaire, syntaxe, style).

Elle repose surtout sur une claire définition des concepts, des "mots clés" et sur la rigueur de la formulation de la problématique et de l'argumentation. Le choix judicieux des références théoriques et des exemples historiques est valorisé.

ÉPREUVE 2006**Durée : 4 heures***Aucun document n'est autorisé. Le candidat traitera au choix l'un des deux sujets suivants.***SUJET 1**

A quels changements les grandes entreprises capitalistes ont-elles dû procéder pour se développer dans l'économie mondiale ?

SUJET 2

L'internationalisation financière a-t-elle accru les inégalités de développement ?

RAPPORT

Cette année 2414 candidats ont composé ; l'équipe de correcteurs comptait 22 membres, le nombre de copies corrigées par professeur allait de 80 à 150.

Ces 2 sujets ont été bien accueillis par les étudiants et les professeurs qui les ont trouvés bien formulés et sélectifs. Le choix des candidats s'est fait de manière assez équilibrée : sujet 1, un peu moins de 60 % des copies, sujet 2, un peu plus de 40 %.

Le niveau des copies s'est avéré satisfaisant. La moyenne générale de l'épreuve est de 10, l'écart type est de 3,7. Les notes s'échelonnent de un à vingt : comme aux précédents concours, il y a peu de notes inférieures à cinq et elles sanctionnent des copies squelettiques ou très confuses ; les excellentes (5 % environ) se sont vu attribuer des notes de 16 à 20/20.

APPRÉCIATIONS GÉNÉRALES DES CORRECTEURS

Il est à noter qu'un bon tiers des candidats respectent les consignes (définition des termes, analyse du sujet, construction, présentation), même si le contenu est parfois loin d'être à la hauteur de nos espérances. Dans les bonnes copies, le sujet est lu avec rigueur, les termes du sujet sont définis et aucun n'est négligé, le candidat respecte le cadre spatio-temporel, la présentation est aérée et permet de visualiser le passage d'une partie ou sous-partie à l'autre.

Mais deux tiers des copies présentent des lacunes dès l'introduction, les candidats se contentant de recopier/répéter tel quel le sujet. Faut-il rappeler que celle-ci doit expliciter la question posée et rendre compte du contexte spatio-temporel ? Il est



étonnant de constater que pour la majorité des candidats, les questions soulevées par les deux sujets ne se posaient que depuis les années 1970, alors que notre épreuve s'intitule "Analyse économique et historique". Le développement doit correspondre au plan annoncé, ce qui n'est pas toujours le cas ; un bon plan est centré sur la réponse que l'on donne. Dans cette réponse, il faut articuler entre eux les différents points de l'argumentation, les hiérarchiser, relier les différentes idées par des connecteurs logiques : dans trop de copies, on procède par juxtaposition d'arguments où l'on "place" des parties entières de cours sans se préoccuper de l'articulation et du lien avec le sujet ; ainsi en est-il des références à la théorie qui se réduisent à une présentation de type catalogue, références pas vraiment exploitées, quand ce n'est pas de manière erronée (par exemple la référence à la technostructure pour montrer le poids grandissant des actionnaires). Enfin, trop d'étudiants structurent très mal leur démonstration (sans alinéas et sans espaces pour faire apparaître les parties, sans conclusions partielles ou sans transitions), et dans une grande majorité des copies, on observe des conclusions hâtives et peu étoffées.

APPRÉCIATIONS DES CORRECTEURS CONCERNANT LE SUJET 1

Ce qui a d'abord frappé les correcteurs, c'est que la majorité des candidats centrent leur analyse sur l'après 1945 ou parfois l'après 1980 et, que peu centrent leur plan sur les changements. De plus, beaucoup ont tendance à se focaliser sur l'évolution de la firme sans faire réellement l'effort de la rattacher à celle de l'économie mondiale. Si des exemples d'entreprises sont proposés, et ils sont rares, il convient de les exploiter pour l'argumentation et de ne pas simplement les mentionner de façon allusive. Certains candidats se sont même contentés de reproduire leur cours sur la mondialisation, en transformant le sujet en une question sur les avantages et les inconvénients des délocalisations, et/ou se sont contentés d'évoquer les mouvements de concentration les plus récents (FMN) ainsi que la prise de pouvoir par les actionnaires. Des erreurs ou des contresens étonnants ont été relevés : à propos des thèses de Galbraith, un tiers des candidats lui font dire le contraire de ce qu'il a dit sur le rôle des managers et de la technostructure ; on relève aussi des confusions entre les diverses formes de concentration.

Les candidats qui ont essayé de répondre à la question posée, ont généralement adopté des plans de type binaire : description des changements de l'économie internationale puis des changements opérés par la firme, ou encore, description des transformations de la firme et, en seconde partie, son adaptation à l'économie internationale ; les liens entre les deux évolutions sont plus ou moins bien analysés. Les changements généralement décrits concernent la division du travail, la concurrence et l'accroissement de la dimension des entreprises, la multinationalisation et, parfois, la question du pouvoir au sein de l'entreprise. Dans les bonnes copies, les candidats ont non seulement décrit ces phénomènes mais ils les ont également mis en perspective et expliqués.

**APPRÉCIATIONS DES CORRECTEURS CONCERNANT LE SUJET 2**

Les correcteurs regrettent la précipitation de nombreux candidats : certains ont transformé ce sujet en confondant "internationalisation financière" (IF) et "globalisation financière", d'où une restriction de l'analyse à l'après 1945 voire aux 30 dernières années ; d'autres ont reformulé le sujet en une autre question "L'IF est-elle positive ?" ou "Les marchés financiers et le développement" (dans quelques copies l'IF est même assimilée à la seule désintermédiation financière). L'absence de définitions (les termes "inégalités" ou "développement" non définis ou à peine), l'absence de différenciation des flux de capitaux, le manque de connaissances historiques et/ou théoriques expliquent le grand nombre d'analyses superficielles. La question de l'accroissement des inégalités est souvent oubliée en cours de route ; rares sont ceux qui ont réellement traité le sujet. Et trop de candidats n'arrivent pas à sortir de la contradiction suivante : "d'une part l'IF semble être fondamentalement une bonne chose, d'autre part elle est nuisible aux pays pauvres". Dans certaines copies, le seul argument en faveur des mouvements de capitaux est du type, "l'IF est positive car elle assure des revenus fiscaux à l'Etat", le sous-développement est perçu en terme de fautes, de torts et "l'indignation et les bons sentiments remplacent l'analyse". On remarque encore le manque d'esprit critique de candidats qui reprennent des conceptions marxistes des années 1960-70 alors que leurs auteurs ont depuis plusieurs années modifié leur position.

Finalement le sujet 2 a été plus discriminant, puisqu'un certain nombre de candidats ne l'ont pas exactement traité, ou seulement de façon discontinue. Dans les bonnes copies, les candidats ont su évoquer les théories de la convergence, faire le lien entre évolution des formes de l'internationalisation financière et nouvelles opportunités de financement depuis le XIXe siècle et, finalement, décrire les mécanismes qui conduisent directement et indirectement soit à la croissance des inégalités soit à leur réduction.

ANALYSE DU SUJET 1 ET BARÈME

A quels changements les grandes entreprises capitalistes ont-elles dû procéder pour se développer dans l'économie mondiale ?

Présentation du sujet

Ce sujet invite à une réflexion sur l'organisation, les structures et les stratégies des entreprises en privilégiant la longue période et l'insertion internationale. Divers courants de pensée peuvent être mobilisés autour de cette question depuis Alfred Chandler ou Oliver Williamson jusqu'aux analyses contemporaines des firmes multinationales, par J.H. Dunning M. Porter, R. Vernon, W. Andreff ou J-L. Muchielli. Les stratégies de fusion acquisition, de délocalisation de certains segments de la production peuvent être analysées. On attend du candidat une illustration de sa démonstration à l'aide d'exemples de grandes firmes dont il peut être intéressant de considérer les réussites ou les échecs. Les changements stratégiques pourront être associés aux transformations du capitalisme.





Ce sujet n'est pas daté, mais il porte principalement sur les grandes entreprises au XXe siècle. Il concerne évidemment la division internationale du travail et la concurrence à l'échelle mondiale. La croissance des grandes entreprises est liée à la conquête de nouveaux marchés, autant d'innovations au sens schumpétérien du terme. On peut s'attendre à ce que les étudiants privilégient la période la plus récente, mais on appréciera ceux qui s'intéressent au développement des grandes entreprises américaines ou anglaises au début du siècle [Ford par exemple]. Les exemples de stratégies de grandes firmes européennes ou américaines seront valorisés.

Le cœur du sujet est la notion de "changement". Celui-ci doit être identifié clairement.

Ce peut être

un changement organisationnel

un changement stratégique

un changement dans les conditions de la production

un changement dans le mode de financement des entreprises.

Le changement organisationnel peut s'analyser dans les termes développés par Alfred Chandler dans "la main visible des managers" : passage d'une forme d'entreprise centralisée et hiérarchique à la forme multidivisionnelle. La croissance de l'entreprise peut se réaliser à travers les IDE : investissements directs étrangers. Cela suppose des formes nouvelles de management de la firme, pour tenir compte des différences culturelles (management multiculturel).

Le changement stratégique peut s'envisager à travers le développement des firmes multinationales. La théorie éclectique de la multinationalisation de John Dunning (paradigme OLI) permet d'analyser les diverses modalités du développement à l'étranger, de l'exportation à la création d'une filiale. La minimisation des coûts de transaction (R. Coase) peut être un critère de développement. La question de la protection de la propriété intellectuelle constitue également un critère important du développement et de la survie des grands groupes (stratégies de brevets). O. Williamson montre que l'internalisation dans une structure hiérarchisée permet de sauvegarder les secrets de fabrication. La stratégie de développement à l'échelle mondiale concerne également les opérations de fusion et d'acquisition. Les techniques d'acquisition peuvent être évoquées (OPA, OPE), car elles nécessitent des moyens financiers importants et représentent des risques pour les grandes entreprises dont le capital est dispersé dans le public [offensive de Mittal sur Arcelor, Fusion Suez-Gaz de France pour contrer une offensive italienne d'ENEL].

Les fusions entraînent généralement des réorganisations des entreprises avec des cessions d'actifs, des regroupements de services, une rationalisation de l'organisation de l'ensemble. Les conséquences sociales pourront être mentionnées. Les modalités de l'organisation de la production suivent les impératifs de rendements d'échelle et de sécurité des approvisionnements. P. Krugman étudie par exemple les effets des rendements croissants sur la localisation des firmes et sur la concurrence.

Enfin les marchés financiers internationaux ont fourni des ressources à meilleur prix aux entreprises internationales et autorisé la valorisation des portefeuilles des détenteurs d'actions des grandes entreprises (fonds de pension américains par exemple). Cette



évolution peut être rapprochée de ce que Michel Aglietta désigne sous le vocable de "capitalisme patrimonial". La rentabilité du capital investi devient un critère important de la gestion des grandes entreprises capitalistes d'aujourd'hui. La sanction du cours de bourse est un critère de validation d'une stratégie réussie. L'activité économique mondiale devient plus vulnérable aux changements de comportements de ces détenteurs de portefeuilles. La diversification des activités peut constituer alors une réponse à la montée des risques.

Barème proposé aux correcteurs

Notes de 0 à 07/20

- Réponse confuse, pour des raisons de forme, de mauvaise délimitation du sujet, ou par manque de connaissances.
- Défauts de forme : absence de plan, orthographe défailante, écriture illisible, multiplication des ratures.
- Vision unilatérale et limitée : Taylorisme-Fordisme, par exemple.
- Absence d'interrogation sur l'idée de changement.
- Méconnaissance des théories de la firme et de l'économie internationale.

Notes de 8 à 13/20

- Réponse centrée sur les changements, mais limitée à une ou deux dimensions du sujet.
- Réponse construite.
- Démonstration d'une réponse des entreprises contrainte par la mondialisation.
- Approche théorique sommaire.
- Ne considère qu'une période de l'histoire économique.
- Quelques exemples d'entreprise sont fournis, mais non développés.

Notes au-delà de 14/20

- Réalisation d'une typologie des changements et démonstration des interactions entre les différentes dimensions du sujet.
- Analyse claire et globale intégrant la longue période et la dimension mondiale du sujet.
- Argumentaire démonstratif, répondant à une problématisation du sujet.
- Connaissances sur les approches théoriques de la firme, des firmes multinationales et du commerce international.
- Illustration de l'argumentation par des exemples commentés.



**ANALYSE DU SUJET 2 ET BARÈME***L'internationalisation financière a-t-elle accru les inégalités de développement?***Présentation du sujet**

Le bilan en demi-teinte des inégalités et politiques de développement depuis le milieu du 19^{ème} siècle pose clairement la question des modalités et des conditions du rattrapage entre pays "avancés" et pays "en développement". C'est dans ce cadre que s'inscrit ce sujet qui met l'accent sur le rôle joué par le capital international dans ce processus. Comme le suggèrent les termes "accru" et "inégalités", il ne s'agit pas de se demander si l'internationalisation financière favorise ou non le développement, mais si elle en accroît les inégalités ; et avec le terme "inégalités" plutôt qu'écart, l'étudiant est invité à ne pas oublier l'aspect social et politique du développement. Le sujet renvoie donc clairement aux analyses théoriques du rattrapage, de la convergence. Il ne porte pas seulement sur la "globalisation financière", mais sur "l'internationalisation financière". Sur le long terme, on constate que les capitaux internationaux ont contribué à réduire les inégalités de développement pour certains pays aujourd'hui industrialisés (Allemagne, Etats-Unis, Canada, Russie et Corée du Sud, Singapour, Hongkong), mais que ce "mécanisme vertueux" n'a pas fonctionné dans d'autres cas (ex : Egypte, Inde, Turquie au 19^{ème} siècle, Venezuela) ou a mal fonctionné (l'Argentine en a bénéficié au 19^{ème} mais en a subi des effets pervers au 20^{ème} siècle...) S'il est compréhensible que les candidats privilégient la période récente, il faut rappeler l'enseignement de l'histoire. Comment l'internationalisation financière participe-t-elle à la convergence, peut-elle constituer une solution sans équivoque pour tous les pays en rattrapage ou faut-il en jouer, c'est-à-dire l'inclure dans une stratégie de développement, afin d'éviter les effets pervers et bénéficier des seules conséquences positives ? Les réponses diffèrent selon les époques, c'est-à-dire selon la manière dont se conjuguent les modalités particulières du capitalisme, de l'internationalisation financière et de la domination des pays riches.

"L'internationalisation financière" dans un sens strict concerne les investissements de portefeuille et, dans un sens plus large, inclut aussi les investissements productifs. Elle met en scène les firmes multinationales et les marchés de capitaux.

L'internationalisation financière débute véritablement au 19^{ème} siècle : grâce aux réformes du statut des entreprises et au développement du système colonial, les flux financiers internationaux s'ajoutent à la multiplication des échanges commerciaux. Les premières FMN apparaissent avec cette internationalisation commerciale et financière. A cette époque, ce sont surtout les emprunts internationaux qui facilitent une "industrialisation tardive" de certains pays en retard de développement. Les marchés financiers internationaux permettent alors de remédier à une insuffisance d'épargne locale. Et si cette internationalisation financière s'est aussi traduite par des crises majeures qui ont redessiné les rapports de domination, elle n'a cependant pas permis à tous les pays d'opérer un rattrapage, en particulier dans le cadre du système colonial. Elle a aussi accompagné un processus de domination qui a plutôt desservi les pays non développés. A la fin du XX^e siècle, à partir des années 70, certains pays en développement



connaissent une croissance forte en ayant accès aux sources de financement internationales. Ces financements sont, selon les périodes plutôt publics, via les institutions internationales et les Etats, ou plutôt privés (banques ou marchés financiers par le recyclage des pétrodollars en particulier). L'accès ou non aux ressources financières est donc un aspect essentiel du sujet. Par ailleurs, aujourd'hui, les gestionnaires de portefeuilles veulent associer minimum de risque et maximum de rentabilité à court terme, objectifs très éloignés d'une conception d'investissements sur le long terme aux bénéfices des populations locales. Enfin, le comportement moutonnier des spéculateurs peut conduire à une suraccumulation de capital, comme en témoignent les crises financières qui touchent les pays émergents de manière récurrente depuis vingt ans. Les contradictions d'un "capitalisme patrimonial" pourront être dénoncées en relation avec ses effets indirects.

L'internationalisation financière peut aussi concerner le capital technique et la division internationale des processus productifs. Il convient alors de montrer comment les FMN participent au développement des PED dans une perspective à long terme. Mais là encore, il faut se concentrer sur le processus de convergence, c'est-à-dire montrer qu'elles permettent d'opérer un rattrapage en accélérant les détours de production en terme de capital technique et de capital humain. Cependant, ces mécanismes ne sont pas sans risques. Il faut donc en dresser un bilan selon les stratégies de développement et le rôle joué par l'Etat.

En résumé, l'internationalisation financière favorise des déterminants essentiels du rattrapage, en apportant capital, progrès technique, financement et en bonifiant le capital humain. Mais elle peut accentuer les inégalités de développement car de nombreux pays du monde sont exclus de l'internationalisation des capitaux, les flux de capitaux sont instables et les intérêts des FMN ne coïncident pas toujours avec les objectifs de développement. La croissance est par conséquent imprévisible et elle échappe au contrôle des Etats. Il faut donc encadrer l'internationalisation des capitaux afin de rendre compatible le caractère généralement privé des capitaux internationaux et le caractère collectif et durable du rattrapage de développement, surtout dans le cadre de la globalisation financière.

Sur le plan de la théorie économique, on pourra faire référence de manière non exhaustive aux modèles de développement (Rostow, Lewis, Rosenstein-Rodan, Perroux...), à la théorie des cercles vicieux de sous-développement de Nurske, à celle de la croissance fondées sur le capital (Smith, Ricardo, Carré, Dubois, Malinvaud, Solow, croissance endogène), à celle des cycles financiers (Minsky, Fisher, Wicksell, Hayek, Böhm-Bawerk), aux théories de l'internationalisation des firmes (Coase, Williamson, Dunning, Michalet), au rôle des transferts de technologie (Vernon, Posner), aux analyses de la convergence (H.O.S., Rostow, Gerschenkron, Daniel Cohen, Williamson, Krugman...), aux postures critiques : taxe Tobin, Kindleberger, Stiglitz, utilisation du modèle Mundell Fleming pour exposer la contrainte extérieure financière, critique de l'impérialisme de Lénine, Rosa Luxembourg, thèses de la dépendance... Mais attention, quelques références bien exploitées suffisent.

Cette analyse montre que l'accès aux ressources financières internationales et la





capacité d'attirer les FMN sont deux aspects importants du sujet. Une autre question incontournable est celle des limites du recours au capital international et du contrôle des effets pervers. Il convient aussi de relativiser la place de l'internationalisation financière dans l'explication des inégalités de développement.

Barème proposé aux correcteurs

Notes de 0 à 07/20 :

- Réponse inadaptée parce que le candidat ne traite que l'impact de l'internationalisation financière sur le développement et non sur les inégalités de développement, ou réponse confuse par défaut de problématique et/ou de plan clairs et rigoureux.
- Défauts de forme : construction et orthographe défailtantes, écriture illisible.
- Le candidat n'a pas pris en compte le terme "inégalités" de développement ou l'a défini de manière embrouillée pour l'oublier ensuite.
- Confond narration et analyse : raconte l'internationalisation et son impact sur le développement sans réflexion plus globale.
- Incapacité à proposer une problématique ou à se positionner relativement au sujet.
- Les connaissances se réduisent aux analyses les plus courantes, plus ou moins bien restituées, et aux connaissances historiques de base.

Notes de 8 à 13/20 :

- Réponse bien centrée sur les inégalités de développement mais incomplète : focalisation sur l'après 1945, oubli d'un aspect du sujet ou tendance à proposer une réponse plutôt narrative.
- Forme respectée.
- Le candidat définit la notion d'inégalités de développement et l'utilise.
- Les écueils de la catégorie précédente sont évités mais imparfaitement.
- Connaissances plus diversifiées, exemples abondants et pertinents, références théoriques plus ou moins précises et maîtrisées.

Notes au-delà de 14/20 :

- Réponse adaptée, claire, où la réflexion est approfondie et synthétique.
- Le candidat prend bien en compte les inégalités de développement et les différentes formes de l'internationalisation financière dans une perspective historique longue.
- Il inclut une étude des conditions des effets positifs de l'internationalisation sur le rattrapage et parvient à affiner l'analyse en différenciant les périodes par exemple, ou les types de capitalisme, la nature du capital, ou les stratégies de développement...
- Il propose une analyse très claire et globale où les exemples historiques sont bien choisis et précis.
- La démonstration est rigoureuse, le plan est bien axé sur la problématique. Les approches théoriques sont riches et bien maîtrisées.